

Données publiques au service de la citoyenneté



Institut du Sénat - 16 mai 2018



Regards Citoyens ?

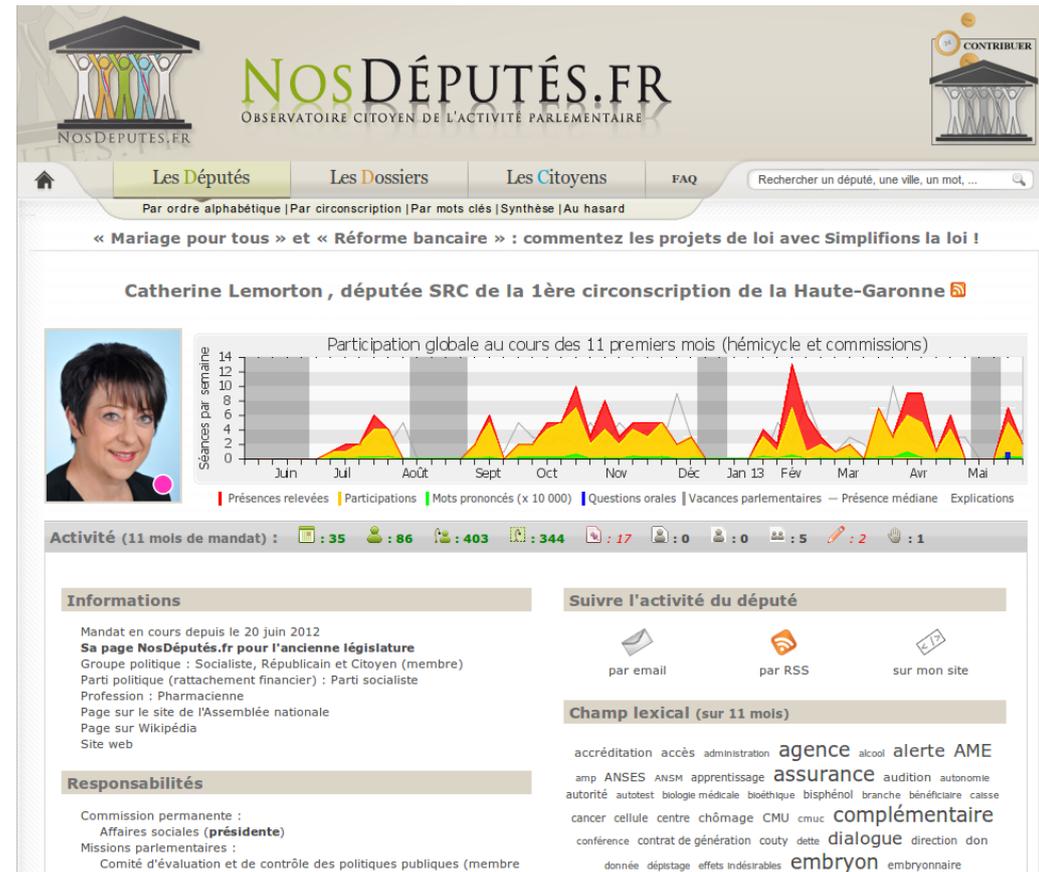
- Des férus de vin numérique
- Qui se passionnent pour l'activité parlementaire en 2009
- Mettent leurs compétences techniques au service de cette passion





NosDéputés.fr & NosSénateurs.fr

- Mettre en valeur l'activité des parlementaires à l'Assemblée nationale et au Sénat
- Utiliser un maximum de données publiques issues du JO ou des sites de l'Assemblée et du Sénat





Regards Citoyens ?

- Une 15aine d'initiatives :
 - visées citoyennes
- s'applique la transparence demandée
 - => Utilise et produit de l'Open Data

LA FABRIQUE DE LA LOI | 9872-688

PJL Transparence de la vie publique (texte organique)

< Voir la chronologie du texte | Vue alignée

1^{ère} Lecture - Sénat - Hémi-cle

Article 2

1^{ère} Lecture - Sénat - Hémi-cle

Explorer les amendements

- I A - L'article L. O. 140 du code électoral est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- "Le mandat de député est également incompatible avec l'exercice de fonctions juridictionnelles autres que celles mentionnées à l'article L. O. 140 du code électoral et avec l'exercice de fonctions d'arbitre, de médiateur ou de conciliateur."
- I B A - L'article L. O. 145 du code électoral est ainsi modifié :
- 1^{er} Au premier alinéa, les mots : "et de membre du conseil d'administration" sont supprimés ;
- 2^o Le second alinéa est ainsi rédigé : "Sauf si le député est désigné en cette qualité ou du fait d'un mandat électoral local en application des textes organisant ces entreprises ou établissements, sont également incompatibles avec le mandat de député les fonctions de membre d'un conseil d'administration exercées dans les entreprises nationales et établissements."

À PROPOS | BLOG | OPENDATA | SIGNALER UN BUG | MENTIONS LÉGALES | CONTACT

Déclaration de Hervé Morin

Partie 10 / 12

Collaborateurs

9^o Les noms des collaborateurs parlementaires ainsi que les activités déclarées par eux :

Noms des collaborateurs parlementaires	Identification de l'employeur ou de la structure sociale d'emploi	Description d'exercice de l'activité professionnelle
- Bel Anbi Dufu	Assemblée Nationale	Secrétaire particulière
- Dany Emmanuel	Assemblée Nationale	Secrétaire
- Jacques Viteos	Assemblée Nationale Maire de Varennes	Secrétaire
- Camion Laurence	Assemblée Nationale	Secrétaire Attaché parlementaire
- Chancellet Valérie	Assemblée Nationale	Attaché parlementaire

10^o Les activités professionnelles ou d'intérêt général, même non rémunérées, que le membre du Parlement envisage de conserver :

Identification de l'employeur | Description et modalité | Rémunérations

[Lien permanent vers cet extrait de déclaration](#)

Saisir les informations

Merci de saisir ci-dessous une ligne par collaborateur déclaré par le parlementaire.
Pour supprimer une ligne, cliquez sur le bouton « X » de la ligne correspondante.
Si le parlementaire n'a rien saisi ou a indiqué « Néant », cliquez sur le bouton « Valider le formulaire vide ».

Noms des collaborateurs parlementaires	Identification de l'employeur ou de la structure d'emploi	Description de l'activité professionnelle
Bel Anbi Dufu	Assemblée Nationale	Secrétaire Particulière
Dany Emmanuel	Assemblée Nationale	Secrétaire
Jacques Viteos	Assemblée Nationale Maire de Varennes	Secrétaire
Camion Laurence	Assemblée Nationale	Secrétaire Attaché parlementaire
Chancellet Valérie	Assemblée Nationale	Attaché parlementaire
Nom du collab. n°6	Employeur extra du n°6	Activité extra du n°6

Signaler un problème

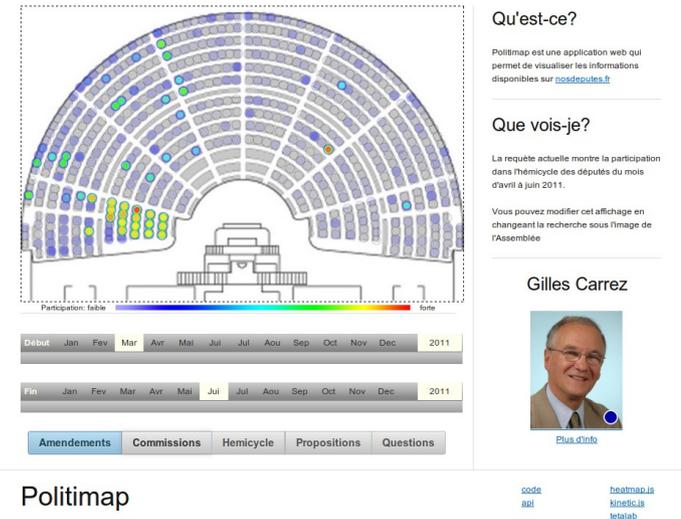
Valider

Changer de déclaration



De l'Open Data sans le savoir !

- Création, reconstruction des données publiques :
75% du temps de travail
- Redistribuer les données
Réflexe « scientifique »
- Plus de données publiques
→ plus d'initiatives citoyennes





Mais l'Open Data, c'est quoi ?

- Mise à disposition des données pour leur libre réutilisation :
 - Du service public
 - Ne viole pas la vie privée
 - Non soumises au secret



cc-by-sa justgrimes flickr

- 3 principes pour empêcher toute rupture d'égalité :
 - Pas de barrière financière → données gratuites
 - Pas de barrière juridique → licences libres
 - Pas de barrière technique → formats ouverts

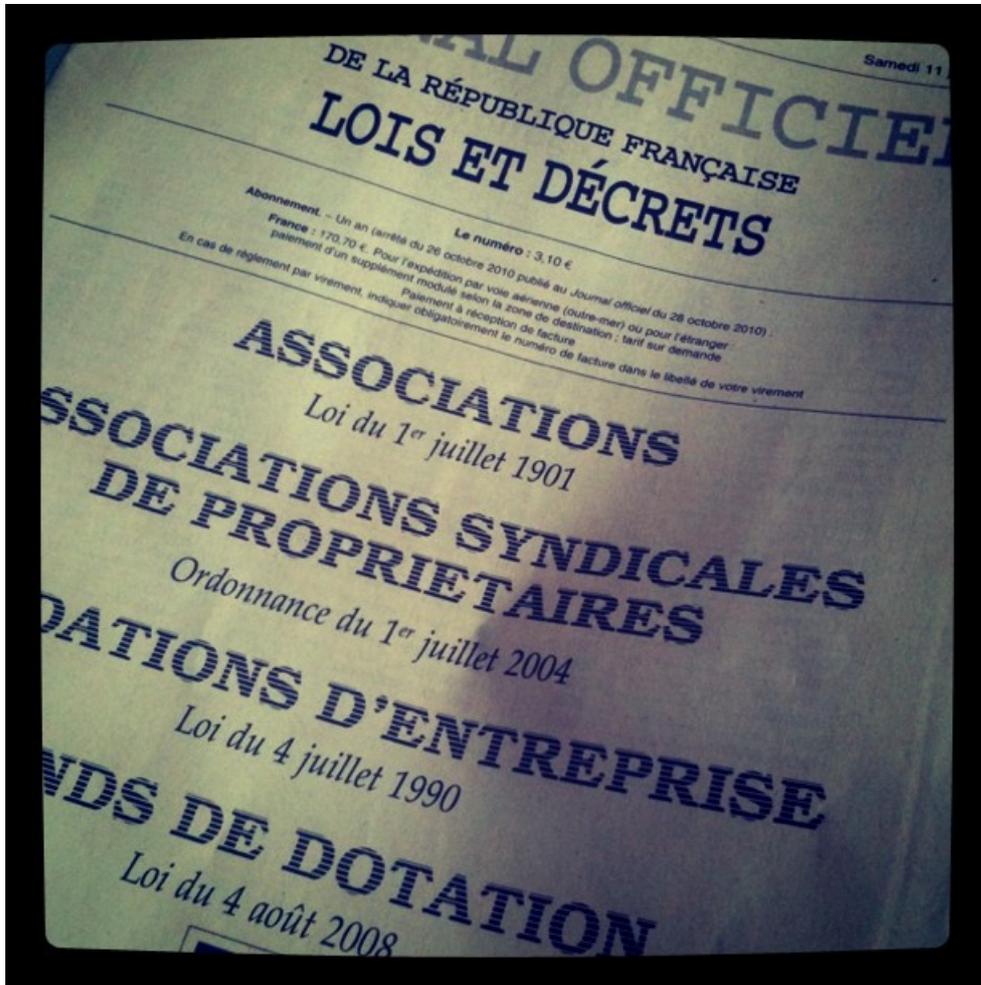


Open Data : pourquoi ?

La confiance



La démocratie, équipée pour la transparence



cc by-sa vincentwiki flickr



Pour le numérique, aussi ?

Nathann COHEN
CNRS Researcher

GALAC Research Group
Laboratoire de Recherche en Informatique
nathann dot cohen 'at' gmail dot com

JORF n°0196 du 24 août 2016
texte n° 66

Décret du 23 août 2016 portant nomination du préfet de l'Ain - M. COCHET (Arnaud)

NOR: INTA1623463D
ELI: Non disponible

Le Président de la République,
Sur le rapport du Premier ministre et du ministre de l'Intérieur,
Vu la Constitution, notamment ses articles 13 et 72 ;
Vu la [loi n° 83-634 du 13 juillet 1983](#) modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la [loi n° 84-16 du 11 janvier 1984](#) modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;
Vu le [décret n° 64-805 du 29 juillet 1964](#) modifié fixant les dispositions réglementaires applicables aux préfets ;
Vu le [décret n° 2004-374 du 29 avril 2004](#) modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
Le conseil des ministres entendu,
Décrète :

Article 1

M. Arnaud COCHET, préfet de l'Allier, est nommé préfet de l'Ain.

Article 2

Le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 23 août 2016.

François Hollande

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

Manuel Valls

Liste des Préfets de département français

Données issues de la base des [nominations du Journal Officiel](#). Seuls apparaissent les derniers nommés.

Données historiques depuis 2000 au [format XML](#).

Pour consulter la liste de *tous* les préfets [aller ici](#).

Publication	Département	Nom	
24/08/2016	(01) Ain	Arnaud COCHET	Lien JO
22/04/2016	(02) Aisne	Nicolas BASSELIER	Lien JO
24/08/2016	(03) Allier	Pascal SANJUAN	Lien JO
19/12/2015	(04) Alpes-de-Haute-Provence	Bernard GUERIN	Lien JO
19/12/2015	(05) Hautes-Alpes	Philippe COURT	Lien JO
04/11/2016	(06) Alpes-Maritimes	Georges-François LECLERC	Lien JO
20/02/2015	(07) Ardèche	Alain TRIOLLE	Lien JO
10/06/2016	(08) Ardennes	Pascal Joly	Lien JO
19/06/2015	(09) Ariège	Marie LAJUS	Lien JO
10/08/2017	(10) Aube	Thierry MOSIMANN	Lien JO
25/02/2017	(11) Aude	Alain THIRION	Lien JO
25/09/2015	(12) Aveyron	Louis LAUGIER	Lien JO
16/07/2015	(13) Bouches-du-Rhône	Stéphane BOUILLON	Lien JO
19/12/2015	(14) Calvados	Laurent FISCUS	Lien JO
14/10/2016	(15) Cantal	Isabelle SIMA	Lien JO
10/06/2016	(16) Charente	Pierre N'GAHANE	Lien JO
30/06/2017	(17) Charente-Maritime	Fabrice RIGOULET-ROZE	Lien JO
10/08/2017	(18) Cher	Catherine FERRIER	Lien JO
24/07/2015	(19) Corrèze	Bertrand GAUME	Lien JO
19/12/2015	(21) Côte-d'Or	Christiane BARRET	Lien JO
04/11/2016	(22) Côtes-d'Armor	Yves LE BRETON	Lien JO

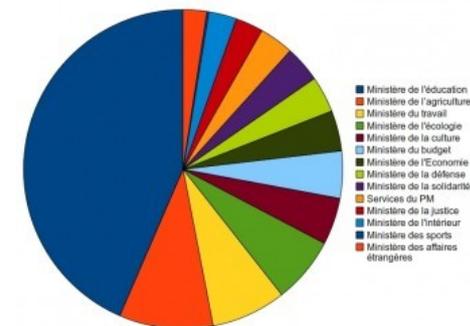
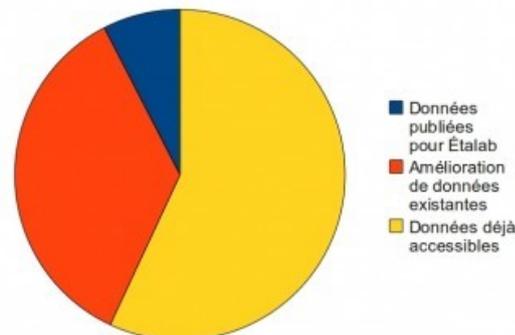
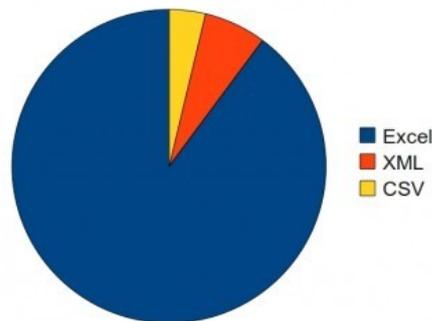


Niveau national : data.gouv.fr

- Mission interministérielle

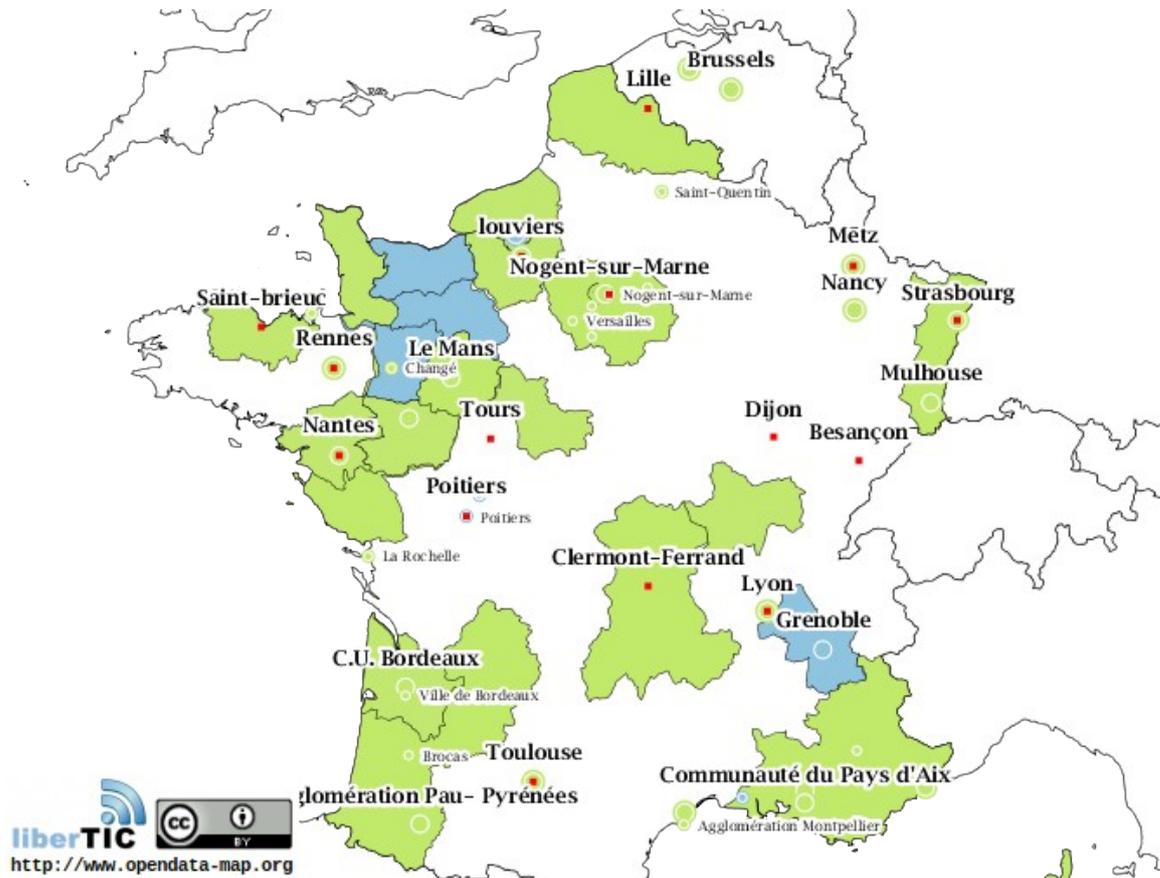


- Équipe et plateforme : 2011
- Nouveau cadre légal pour limiter les données payantes
- Licence Ouverte modèle BY
- Beaucoup de formats propriétaires
- Nouvelle version ouverte à la communauté





Carte de France actuelle





Et dans les associations ?

- Conflits d'intérêts
- Gérer l'argent
- Accéder aux décisions

regardscitoyens / banque

319 commits | 3 branches | 0 releases | 5 contributors | AGPL-3.0

Comptes détaillés de Regards Citoyens

Ce dépôt publie les comptes détaillés de l'association [Regards Citoyens](#) à partir de son relevé bancaire permanent et de son compte Paypal.

Le fichier [history.csv](#) permet de connaître les différentes opérations ayant été effectuées sur le compte depuis le 29 avril 2015. Le fichier [list.csv](#) contient le solde du compte.

371 lines (370 sloc) | 33.5 KB

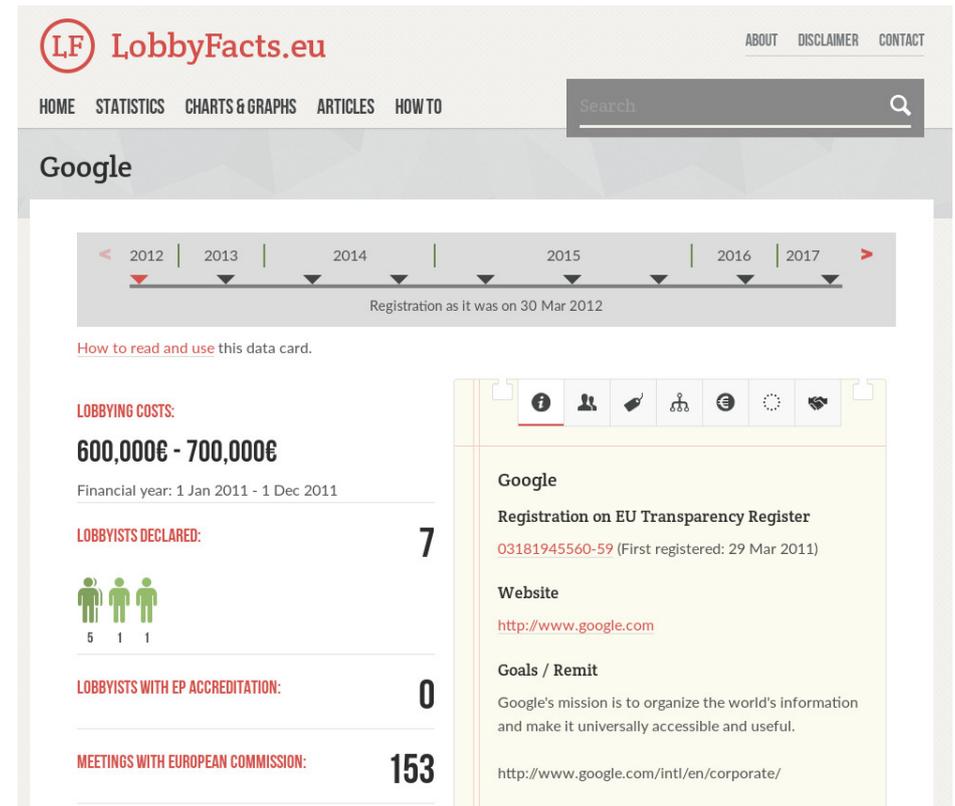
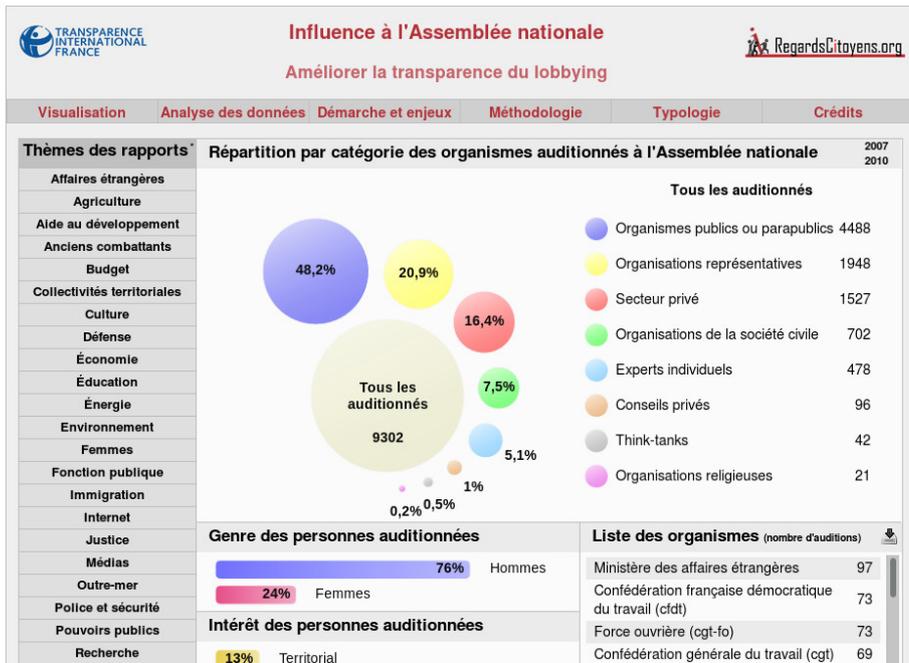
	date	id	amount	raw
1				
2	2017-10-02	paypal	-215.96	Paiement à Online SAS
3	2017-09-30	paypal	9.41	Don récurrent de D.M.
4	2017-09-30	paypal	475.99	Don de D.M.
5	2017-09-29	paypal	4.58	Don récurrent de M.D.
6	2017-09-15	paypal	2.65	Don récurrent de V.R.
7				



Open Data, pourquoi ?

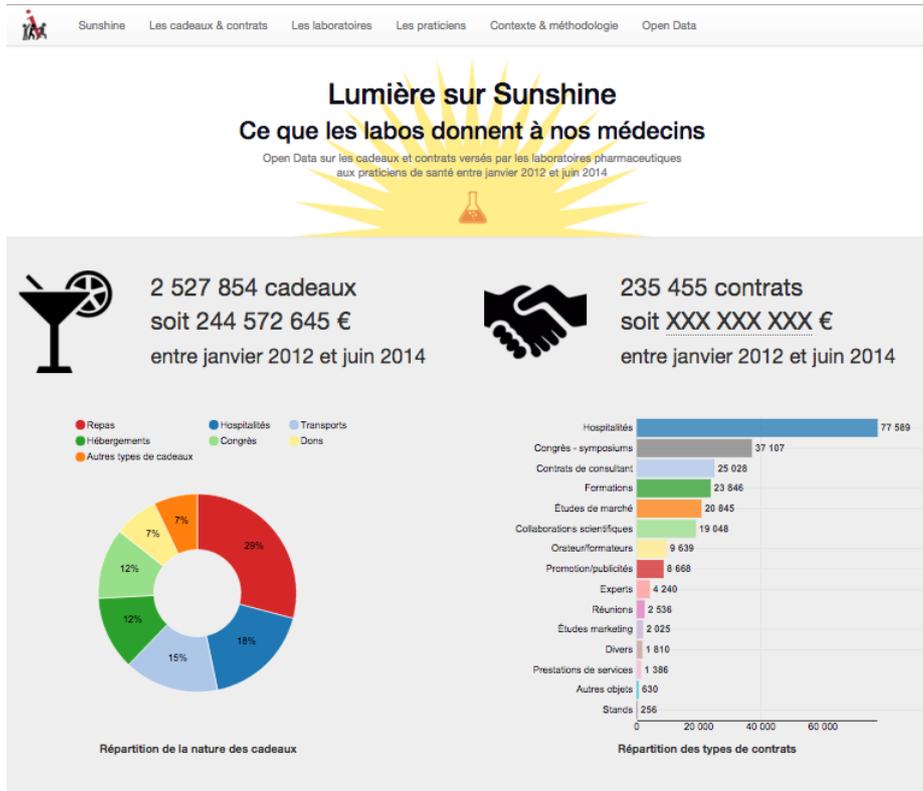


Rendre visible le Lobbying



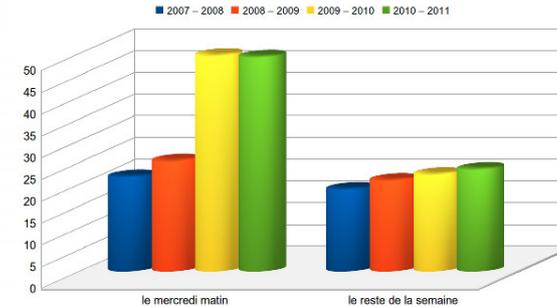


Conflits d'intérêts / Sanctions



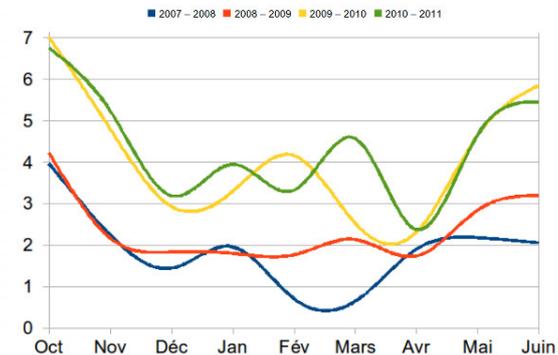
désormais 23 députés en moyenne contre 19 en début de législature.

Nombre moyen de députés présents aux réunions des commissions permanentes en session ordinaire



De la même façon, le nombre moyen de réunions de commissions auxquelles assiste un député a augmenté radicalement depuis l'application du nouveau règlement. Alors qu'en début de législature les députés participaient en moyenne à 17 réunions de commission entre octobre et juin (session ordinaire), ils ont assisté cette année en moyenne à 40 réunions.

Nombre moyen de réunions de commissions auxquelles un député assiste chaque mois





Open Data, pourquoi ?

Pour apprendre



1854 – John Snow

Identification de la source d'une épidémie de choléra





Redécoupage électoral



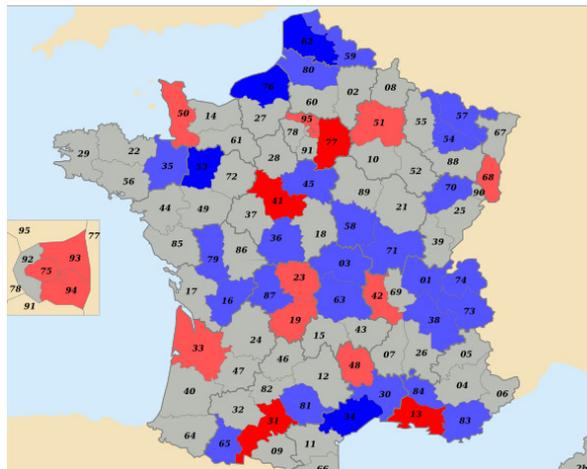
Étude sur le redécoupage électoral Une initiative de Regards Citoyens

Le collectif [Regards Citoyens](#) a étudié l'impact du redécoupage de la carte législative sur la répartition des sièges de l'hémicycle à l'Assemblée nationale. L'étude se fonde sur la réutilisation des résultats des élections législatives 2007 : en réattribuant un par un les bureaux de votes de chaque ville à leurs nouvelles circonscriptions, il est possible de donner une estimation des changements politiques possibles du fait du redécoupage. Voici les résultats synthétiques de cette analyse :

	Résultats 2007	Evaluation 2012
Droite	346 (59,97%)	355 dont 9 pour les français de l'étranger (61,53%)
Modem	3 (0,52%)	4 dont 0 pour les français de l'étranger (0,69%)
Gauche	228 (39,51%)	218 dont 2 pour les français de l'étranger (37,78%)

Mise-à-jour du 20 décembre 2009 : L'étude a pu être affinée grâce aux remarques de certains de nos visiteurs. Grâce à ces remarques, les résultats des départements de la Haute-Garonne, de la Meurthe-et-Moselle, de la Réunion et des Yvelines ont pu être consolidés.

Mise-à-jour du 12 janvier 2010 : L'étude a été complétée des données de population issues du recensement 2007 de l'INSEE ([source](#)).



Cliquez sur un département pour lire ses résultats

Paris (75)

Circonscription	Résultats 2007	Découpage 2012
1	Verts	UMP
2	UMP	UMP
3	UMP	PS
4	UMP	UMP
5	PS	Indéfini à Gauche
6	PS	PS
7	PS	Indéfini à Gauche
8	PS	PS
9	PS	PS
10	PS	Indéfini à Gauche
11	Verts	Indéfini à Gauche
12	UMP	UMP
13	UMP	UMP
14	UMP	UMP
15	UMP	PS
16	UMP	PS
17	PS	PS
18	PS	PS
19	PS	supprimée



Consultation & lobbying

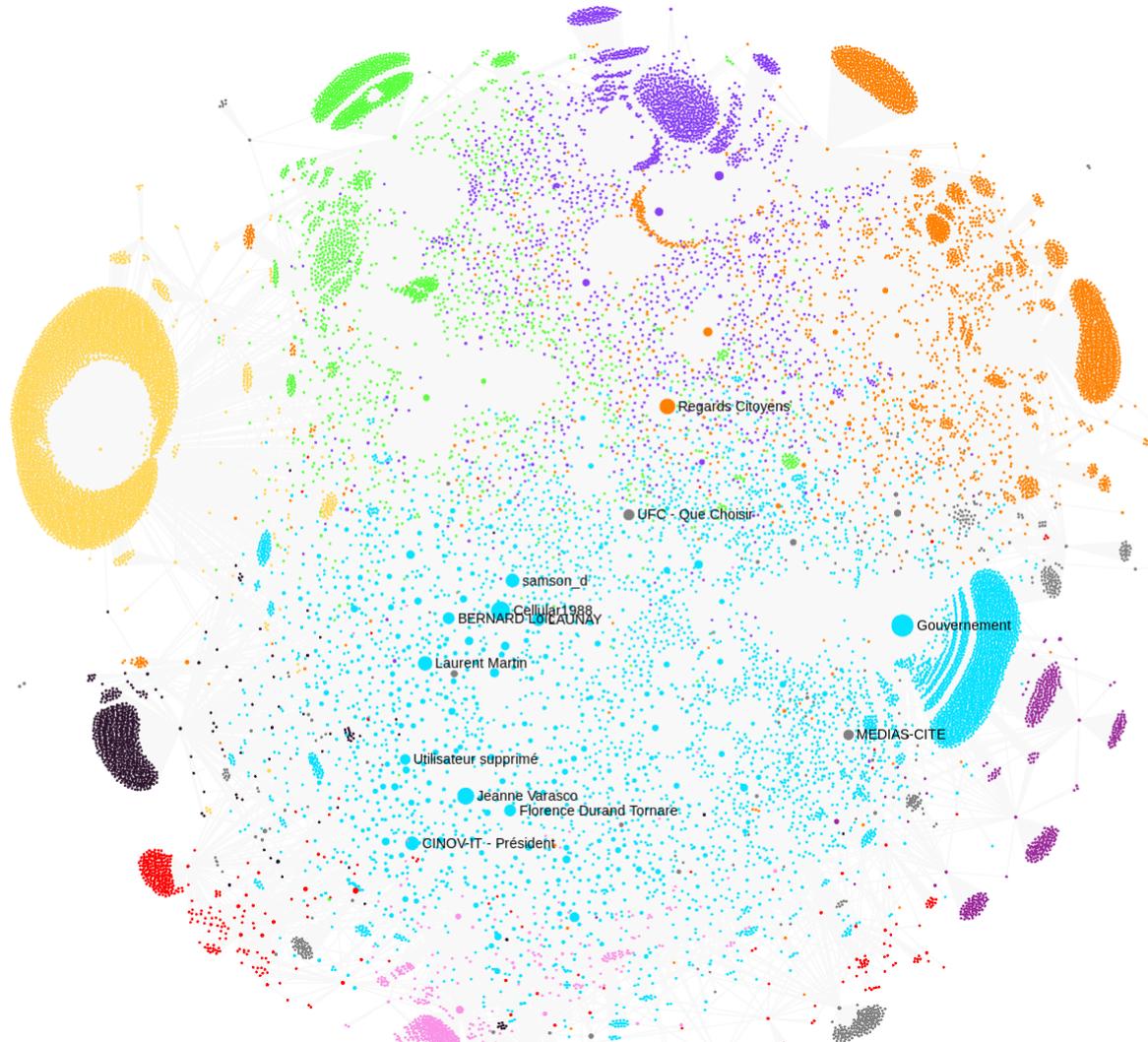
La taille indique le nombre de contributions

contributions

Catégoriser les contributeurs par

communauté (calculé)

- Citoyens & Gouvernement
- OpenData & OpenAccess
- Neutralité du Net
- Logiciels libres
- Accessibilité
- Jeux vidéos
- Propriété intellectuelle
- Dons SMS
- Electrosensibilité
- Divers



Ce graphe représente le réseau d'affinités entre les utilisateurs de la plateforme de consultation. Deux acteurs sont reliés dès lors que l'un d'entre eux a voté en faveur d'une proposition d'article ou d'amendement de l'autre. Les noms des citoyens ayant uniquement voté sans soumettre aucune contribution ont été anonymisés.

Une "grappe" autour d'un contributeur indique un ensemble d'acteurs ayant soutenu uniquement les propositions de ce contributeur, probablement à la suite d'appels à soutien au sein de ses réseaux.

Surveillez le graphe pour plus d'infos sur les contributeurs et cliquez sur un nœud pour mettre en lumière ses connexions avec les autres.



Lobbying : transparence, moralisation, ...

Projets de lois relatifs à la transparence de la vie publique

Propositions d'améliorations des projets de loi n°1004 et 1005

Regards Citoyens - mai 2013



Projet de loi ordinaire n° 1109 relatif à la transparence de la vie publique

Article 4

À l'alinéa 2, terminer l'alinéa par une phrase ainsi rédigée : « Toutes les informations contenues dans les déclarations et les appréciations rendues publiques par la Haute Autorité sont réutilisables au sens de l'article 10 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978. ».

Exposé

La loi CADA prévoit que lorsqu'une information publique est liée à une personne physique, une disposition législative peut être prévue pour assurer que ces informations soient réutilisables. L'intérêt que revêt la publication des déclarations d'intérêts est que les informations qu'elle contiennent soient portées à l'attention du public et qu'elles puissent être analysées et étudiées. Il convient donc d'autoriser la réutilisation de ces informations afin d'éviter de faire porter un risque juridique aux citoyens, journalistes ou chercheurs qui souhaiteraient se lancer dans l'analyse de ces déclarations.



Recours au conseil d'état

The screenshot shows a GitHub repository page for 'regardscitoyens / recours-decret-place'. The repository has 89 commits, 2 branches, 1 release, and 4 contributors. The latest commit is by 'teymour' on Feb 6, 2017. The repository contains several files and folders, including '2016-09-28-requete-introductive', '2016-12-30-requete-complementa...', '2016-12-30-requete-qpc', '2017-02-06-memoire-en-replique', 'bin', 'images', '.gitignore', 'Makefile', 'README.md', and 'joined-2016-09-28-requete-introd...'. The 'README.md' file is expanded, showing the title 'Génération des documents' and a 'Prérequis' section with a list of dependencies: 'ghostscript' and 'pandoc'.

regardscitoyens / recours-decret-place

89 commits 2 branches 1 release 4 contributors

Branch: master New pull request

Create new file Upload files Find file Clone or download

teymour Ajout des signatures sur les mémoires Latest commit 0487b10 on 6 Feb 2017

2016-09-28-requete-introductive	Ajout des signatures sur les mémoires	a year ago
2016-12-30-requete-complementa...	Ajout des signatures sur les mémoires	a year ago
2016-12-30-requete-qpc	Ajout des signatures sur les mémoires	a year ago
2017-02-06-memoire-en-replique	Fix espaces	a year ago
bin	Suivi en RSS des procédures visibles sur le portail SAGACE du Conseil...	a year ago
images	Ajout signatures CA au memoire en replique	a year ago
.gitignore	Suivi en RSS des procédures visibles sur le portail SAGACE du Conseil...	a year ago
Makefile	Ajout signatures + ajustements premiere page	a year ago
README.md	Ajout README	a year ago
joined-2016-09-28-requete-introd...	Ajout des signatures sur les mémoires	a year ago
joined-2016-12-30-requete-compl...	Ajout des signatures sur les mémoires	a year ago
joined-2016-12-30-requete-qpc.pdf	Ajout des signatures sur les mémoires	a year ago
joined-2017-02-06-memoire-en-re...	Ajout des signatures sur les mémoires	a year ago

README.md

Génération des documents

Prérequis

- ghostscript
- pandoc



Open Data, pourquoi ?

Pour partager son plaidoyer



Les intérêts des élus

Numérisons les déclarations d'intérêts | Participer | Les contributeurs | Consulter les déclarations | FAQ | S'enregistrer

La numérisation est terminée : les 11 095 extraits de déclarations ont été saisis en moins d'une semaine par près de 8 000 personnes.

Déclaration de Serge Janquin

Partie 11 / 12

Activités conservées

10^e Les activités professionnelles ou d'intérêt général, même non rémunérées, que le membre du Parlement envisage de conserver :

Identification de l'employeur ou de la structure sociale d'emploi	Description et modalités d'exercice de l'activité professionnelle	Rémunérations, indemnités ou gratifications perçues
Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas de Calais	Je suis de la carrière des agents territoriaux des services administratifs de la fonction publique	1980 de / mois
Je souhaite à 70 ans produire de la musique comme membre associé d'une association	à ou j'ai accès aux municipalités comme maire de la commune	

[Lien permanent vers cet extrait de déclaration](#)

Saisir les Informations

Merci de saisir ci-dessous une ligne par activité conservée déclarée par le parlementaire.
 Pour supprimer une ligne, cliquez sur le bouton « X » de la ligne correspondante.
 Si le parlementaire n'a rien saisi ou a indiqué « Néant », cliquez sur le bouton « Valider le formulaire vide ».

Identification de l'employeur ou de la structure sociale d'emploi	Description et modalités d'exercice de l'activité professionnelle	Rémunérations, indemnités ou gratifications perçues
Employeur n°1	Description n°1	Rémunération n°1
Employeur n°2	Description n°2	Rémunération n°2

Signaler un problème | Valider le formulaire | Changer de déclaration

TRANSPARENCY INTERNATIONAL FRANCE | INTEGRITY WATCH FRANCE

Parlementaires en France | Lobbyistes en France | Integrity Watch Europe

A propos | Suivez-nous | Faites un don

Integrity Watch France est une base de données interactive qui offre un aperçu unique des intérêts et activités déclarés par les parlementaires. Cet outil doit permettre de mieux identifier les activités susceptibles de générer des conflits d'intérêts.

Seules les activités exercées en parallèle du mandat de député ou de sénateur ont été prises en compte (mandats électifs, activités conservées, fonctions bénévoles).

Simple d'utilisation, il suffit de cliquer sur les éléments des infographies pour filtrer, trier et classer les informations. Veillez à bien enlever les filtres en cas de recherches successives.

Voir le portrait-robot du parlementaire français
 En savoir plus

LES DÉCODEURS

VENONS-EN AUX FAITS

LES DÉCODEURS | Datavisualisation | Vérification | Nanographix | Contexte | Evasion fiscale | Le blog du Décodeur

Explorez les déclarations d'intérêts des parlementaires

Le Monde.fr | 01.08.2014 à 15h33 • Mis à jour le 17.03.2015 à 12h29 | Par Jérémie Baruch

Abonnez vous à partir de 1 € | Réagir | Ajouter

Partager | Tweeter

Recherchez :

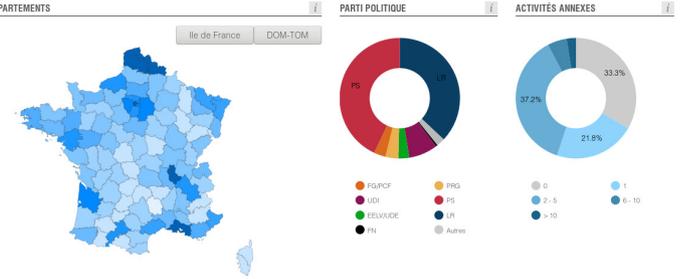
Nom	Prénom	Fonction	Parti	Dept
Abad	Damien	Député	UMP	01
Abeille	Laurence	Député	ECOLO	94
Aboubacar	Ibrahim	Député	SRC	976
Aboud	Élie	Député	UMP	34
Accoyer	Bernard	Député	UMP	74
Adam	Patricia	Député	SRC	29
Adnot	Philippe	Sénateur	NI	10
Alaux	Sylviane	Député	SRC	64
Alauzet	Éric	Député	ECOLO	25
Albarelo	Yves	Député	UMP	77
Alfonsi	Nicolas	Sénateur	RDSE	2A
Allain	Brigitte	Député	ECOLO	24
Allossery	Jean-Pierre	Député	SRC	59
Alquier	Jacqueline	Sénateur	SOC	81

Il aura fallu du temps, et le résultat est largement perfectible, mais les électeurs peuvent désormais consulter les déclarations d'intérêt des parlementaires français.

Suite à l'affaire Cahuzac, le gouvernement a instauré une **Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP)**, qui demande aux députés comme aux sénateurs de remplir une fiche dans laquelle ils précisent leur profession, leurs activités annexes, les collaborateurs qu'ils emploient et d'autres informations. L'objectif est de lutter contre les éventuels conflits d'intérêt qui pourraient nuire à leur indépendance.

Pour cette première édition, on ne peut pas dire que les **parlementaires y aient toujours mis du leur**. Les fiches, fournies en version manuscrite, ont été remplies sans grande méthodologie, qui indiquant par exemple un salaire annuel brut quand un autre mentionnait un revenu d'activité mensuel net... Il a fallu qu'une association, **Regards Citoyens**, mette à contribution les internautes pour qu'ils transcrivent ces fiches écrites à la main en données numériques exploitables. L'opération, relayée par Le Monde.fr, a été menée à bien grâce à **8 000 personnes** qui ont donné un peu (ou beaucoup) de leur temps. Nous les remercions.

Hélas, le manque de méthodologie est tel que *de facto*, un traitement statistique de ces fiches, même une fois rendues





Impact du lobbying

est abordé dans les pays latins comme une minute au temps consacré aux autres activités tandis qu'aux européens du Nord et anglo saxons se nourrir est considéré comme un acte technique reposant sur une dimension fonctionnelle n'a pas cours

repas et la convivialité qui y est associée le modèle alimentaire français apparaîtrait dans cette même dimension de l'un des principaux garants d'un équilibre qui préserverait de l'obésité En effet ce rituel du repas collectif qui préserve des comportements compulsifs et donc des mauvaises habitudes alimentaires

Leçon à recevoir des autres pays sur la prévention des mauvais comportements alimentaires: avec un taux de prévalence de 11,2% en France contre 13,8% en Belgique 14,7% en Allemagne 16% en moyenne mondiale « OCDE » 20,2% en Finlande 23% au Royaume Uni 30% au Mexique ou encore une stabilisation de sa prévalence il y a sans doute une explication positive à trouver dans notre modèle

Il est donc de valoriser cet apport essentiel en mentionnant ce rôle dans les objectifs du programme national de santé publique

AVANT ARTICLE 5

Le ministre de la santé publique après le 3ème paragraphe insérer un paragraphe ainsi rédigé :

« Le directeur de l'agence régionale de santé propose au ministre chargé de la santé les actions ayant contribué à l'amélioration de l'état de santé de la population ou à la réduction des inégalités de santé à être intégrés aux programmes nationaux de santé »

2

« la promotion du modèle alimentaire français »

Exposé sommaire :

L'amélioration de l'information de nos concitoyens sur la qualité nutritionnelle des produits qu'ils consomment est un enjeu partagé par tous Force est de reconnaître pour autant qu'il n'existe aucun dispositif idéal et que chaque pays a ses spécificités surtout si l'est simplifié à l'extrême possède forcément des inconvénients

Le modèle d'étiquetage que souhaite développer le Ministre est inspiré de modèles anglo saxons Or la spécificité de notre modèle de repas structurés et à heures fixes qu'ont les français de se nourrir est bien spécifique

Au moment d'aborder le débat sur les moyens d'améliorer l'information du consommateur et sur son importance il est important de rappeler l'importance du modèle alimentaire français et de ses forces

Au delà de l'inscription au patrimoine mondial de l'Unesco du repas gastronomique à la française des exemples récents ont montré que le temps consacré à l'alimentation est abordé dans les pays latins comme une autre activité tandis qu'aux États Unis dans les pays européens du Nord et anglo saxons se nourrir est considéré comme un acte technique reposant sur une conception fonctionnelle de l'alimentation

Derrière cette structure du repas et la convivialité qui y est associée une étude du CREDOC a montré que l'un des principaux garants d'un équilibre qui préserverait de l'obésité notamment parce qu'il favorise une discipline des comportements compulsifs et donc des mauvaises habitudes alimentaires

La France a d'ailleurs le taux d'obésité parmi les plus faibles de l'OCDE prévalence de 11,2% en France contre 13,8% en Belgique 14,7% en Allemagne 16% en moyenne mondiale « OCDE » 20,2% en Finlande 23% au Royaume Uni ou encore 33,8% aux États Unis sans doute une explication positive à trouver dans notre approche de l'alimentation

CASH INVESTIGATION



Open Data, pourquoi ?

Pour passer dans une logique
« contribution »



Rendre actifs les sympathisants




Numérisons les lobbyistes de l'Assemblée nationale
 Parce que l'influence du lobbying au sein des parlements, peu connue, suscite beaucoup de fantasmes, [Transparence International France et Regards Citoyens s'associent](#) pour mieux connaître les lobbyistes de l'Assemblée nationale. Depuis 2007, plus de 15 000 personnes ont été auditionnées dans le cadre de rapports parlementaires.
Pour mieux qualifier ces données, nous avons besoin de vous !
 Pour nous aider à cartographier ces acteurs, il vous suffit de saisir, dans le formulaire ci-dessous, le nom de la personne, identifié dans un cadre rouge, son employeur ou l'organisme qu'elle représente, ainsi que sa fonction :

Statistiques **Etre averti** **Connexion**



A faire 0%

Fait 100%

Top contributeurs

1. Nicoz (1601)
2. aline250 (1501)
3. versallai... (1184)
4. moira (1048)
5. [Nanostelia](#) (839)

[voir le Top 50](#)

Extrait d'un rapport parlementaire :

- M. Jean-Paul Celet, sous-directeur de l'administration territoriale du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ;

- M. **François Hamet**, adjoint au sous-directeur de l'administration territoriale, chef du bureau de la performance et des moyens de l'administration territoriale (BPMAT)

- M. Alexandre Jevakhoff, directeur-adjoint de cabinet du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ;

Votre Rapporteur spécial s'est également rendu à Strasbourg, à la préfecture du Bas-Rhin, où il a rencontré :

Sexe Homme Femme

Prénom et Nom

Merci de ne pas saisir le titre, le grade ou toute information qui ne soit pas le nom et le prénom.

Fonction

Si plusieurs fonctions, choisissez celle qui vous semble la plus importante.

Organisation / employeur

Merci d'indiquer le nom complet et son éventuel acronyme.

 [Pas une personne / personne pas auditionnée - signaler une erreur](#)

Numérisation terminée !



Transparence IRFM

Aidez-nous à obtenir la transparence sur l'Indemnité Représentative de Frais de Mandat de la précédente législature !

[Accueil](#)
 [Qu'est-ce que l'IRFM ?](#)
 [Les dérivés de l'IRFM](#)
 [FAQ](#)
 [Liste des parlementaires](#)
 [Patrick Balkany](#)



Patrick Balkany
 Député entre 2012 et 2017

Hauts-de-Seine – Circonscription n°5

[Demande CADA](#)

Avancement

Action	Utilisateur	Date
Email envoyé	ix	mar. 16 mai 2017 23:30:00
Pris en charge	sbelazouz	mar. 23 mai 2017 11:49:13
Envoyé	sbelazouz	mar. 23 mai 2017 14:34:30
Demande CADA	ix	jeu. 20 juil. 2017 10:57:47

Suivi : 1A13759708586 - Distribué (20/06/2017) - Le suivi peut ne pas fonctionner avant 24 heures.

Alertes

Vous pouvez recevoir une alerte par e-mail lorsque la situation change pour ce parlementaire ou pour tout parlementaire de ce département.

Adresse e-mail :

Concernant : Patrick Balkany Hauts-de-Seine

Que faire ensuite ?

[Demande CADA](#) Nous avons déposé un recours auprès de la CADA

Suite au refus ou à l'absence de réponse du parlementaire, nous avons déposé un recours auprès de la Commission vraisemblablement deux mois plus tard.

[Interpeler](#) Interpeler le parlementaire sur la transparence de ses frais de mandat

Vous pouvez contacter directement le parlementaire ou l'un de ses collaborateurs pour recueillir son avis sur cette demande

Regards Citoyens

Institut du Sénat – 15 mai 2018

26



Et si on faisait !



<http://RegardsCitoyens.org>

@RegardsCitoyens